

# Retour de notre délégation de Chine et du Kampuchéa (Cambodge)

Première délégation française à se rendre au Kampuchea, elle était conduite par Jacques Jurquet, secrétaire général du Parti communiste marxiste-léniniste, et directeur politique de notre journal. Nous publierons dans le quotidien et dans le bimensuel une série d'articles de notre délégation. Lundi 9 octobre, à 13 h, Jacques Jurquet sera interviewé en direct sur *Franco-Inter*.

Vendredi 6 octobre 1978 - No 945

BP 61, 75061 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

# l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## PARIS

### Journée d'amitié franco-chinoise

Le samedi 7 octobre à la Mutualité

Voir le programme page 7

## Développer l'amitié avec la Chine

**P**AYS du tiers monde, la Chine a réussi en un quart de siècle grâce au socialisme à vaincre la misère, la famine et à assurer à plus de 800 millions d'habitants un début de prospérité. Sans considérer le socialisme en Chine comme un modèle — les conditions y sont bien différentes des nôtres et, d'ailleurs, il n'y a pas de modèle de socialisme que l'on puisse exporter — cela ne donne-t-il pas une idée de la supériorité du système socialiste ?

Se référer au socialisme en Chine permet d'ailleurs si on a soin de le rapporter aux conditions spécifiques de ce pays d'engager sérieusement la discussion sur bien des questions que se posent les travailleurs concernant la nature du socialisme auquel ils aspirent et la possibilité de le réaliser.

« Comment faire pour que le socialisme ne tourne pas comme en URSS ? », « Comment la liberté d'opinion serait-elle garantie sous la dictature du prolétariat ? ». Ce sont là des questions souvent abordées. Or, n'y a-t-il pas, dans l'expérience de la Chine, matière à réflexion pour y répondre ? C'est que le Parti communiste chinois, éduqué par le président Mao, a su tirer les leçons négatives et positives de la première expérience du socialisme en URSS et de sa propre expérience. Il a considérablement perfectionné et développé la démocratie socialiste, met la politique au poste de commande et sait faire appel aux masses pour empêcher la restauration du capitalisme comme en a témoigné la Grande Révolution culturelle prolétarienne, première grande révolution politique sous la dictature du prolétariat. Grâce à elle, la Chine est entrée dans une nouvelle période de son édification dont l'objectif est de construire, d'ici la fin du siècle, un État socialiste prospère démontrant alors de façon décisive aux yeux de tous la supériorité du socialisme.

(Suite page 3)

## Congrès CGT

Contrainte sous la pression des syndiqués à ouvrir le débat, la direction confédérale voudrait imposer une conception bien limitative de la démocratie. Mais les syndiqués ne l'entendent pas de cette oreille.

Page 5

## Beyrouth à feu et à sang

# L'intégrité du Liban en danger



**L**ES combats qui se poursuivent sans trêve depuis lundi à Beyrouth auraient déjà fait plus de 500 morts en 24 heures. Après l'initiative diplomatique française, les différentes réactions ont montré clairement la dimension internationale que prenait le conflit. Une fois de plus, l'avenir du Liban est en danger.

(Voir article page 3)

## Première délégation française au Kampuchéa (Cambodge)

Mercredi, notre délégation conduite par Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML et directeur politique de notre journal était de retour à Paris. Elle a séjourné pendant plusieurs semaines en Chine et s'est rendue à l'invitation du Parti communiste du Kampuchea pendant plus d'une semaine au Kampuchea démocratique. Elle a visité plusieurs régions de ce pays, effectuant plus de 800 kilomètres et a pu constater les efforts faits par le peuple du Kampuchea sous la direction de son parti, pour édifier le socialisme et combattre la sauvage agression des envahisseurs vietnamiens. Au Kampuchea, comme en Chine, elle a eu des entretiens fraternels avec des dirigeants des partis communistes de ces pays socialistes.



Au Kampuchea démocratique, Pol Pot, secrétaire général du Parti communiste du Kampuchea, s'entretient avec Jacques Jurquet.

# Giscard au Brésil

**M**ERCREDI, Giscard arrivait au Brésil en compagnie de plusieurs ministres : De Guiringaud (Affaires étrangères), Peyrefitte (Justice), Deniau (Commerce extérieur) et Veil (Santé). Nul doute que les discussions seront centrées sur les échanges économiques entre les deux pays. Le Brésil (115 millions d'habitants), la dixième puissance économique mondiale, est un partenaire de choix.

## Les raisons d'un voyage

**L**ES discussions entre la délégation française et le gouvernement brésilien porteront essentiellement sur les relations économiques entre les deux pays. Actuellement, ces échanges sont relativement faibles si l'on compare la place de la France par rapport à celle des autres pays occidentaux. La France est le 7<sup>e</sup> pays investisseur, très loin derrière les USA, la RFA et le Japon et le 9<sup>e</sup> exportateur.

Pendant les années 1960, le Brésil a connu une véritable expansion économique. L'influence des Etats-Unis était alors nettement prépondérante. En 1974, le pays est largement touché par la crise économique mondiale. Le taux d'inflation devient considérable : il se situe en moyenne, entre 40 et 50 %. Le gouvernement brésilien décide à cette époque de diversifier ses partenaires écono-

miques : les capitaux allemands et japonais prennent alors de plus en plus de place.

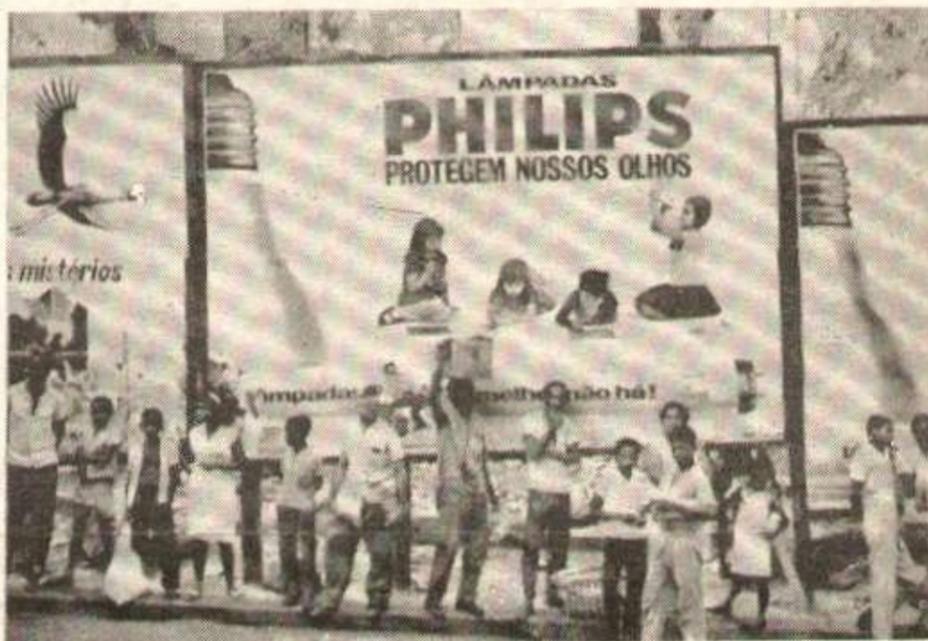
Aujourd'hui, il veut étendre cette diversification afin d'accroître son indépendance non seulement vis-à-vis des USA, mais aussi d'autres pays avec lesquels les échanges se sont accrues plus récemment. La France peut être l'un de ces partenaires. Déjà, depuis deux ans les échanges entre ces deux

pays ont crû plus vite qu'avec les autres pays, même s'ils ont encore très minoritaires.

Cependant, les monopoles impérialistes français ne connaîtront pas les mêmes facilités que ceux qui se sont installés, il y a plusieurs années.

En effet, les investisseurs étrangers doivent désormais faire face à des contraintes de plus en plus importantes imposées par l'Etat brésilien. L'investisseur étranger doit maintenant s'associer au capital brésilien sous forme de « Joint Venture » (société mixte), doit s'engager à créer un transfert de technologie important et à investir en grande partie en dehors des centres industriels déjà développés.

Les monopoles capitalistes voient donc leur marge



de manœuvre réduite par ces différentes mesures. Cependant, il n'en reste pas moins que le Brésil demeure pour ceux-ci un pays « intéressant » dans la mesure où la main-d'œuvre y est très bon marché.

Par ailleurs, le régime de dictature de Geisel contre le peuple n'est pas fait pour déplaire aux capitalistes soucieux de ne connaître aucun conflit.

Ces divers aspects permettent de comprendre pourquoi les monopoles sont toujours attirés par l'investissement au Brésil malgré les diverses contrain-

tes qu'ils rencontrent... Le voyage de Giscard sera justement l'occasion de la signature de plusieurs contrats importants pour les monopoles français.

L'un porte sur la construction d'un barrage en Amazonie, sur la fourniture de matériel et d'équipement pour un barrage de moindre importance. Deux autres contrats seront signés, l'un concernant l'installation d'un réseau urbain de transports urbains à Porto-Allégro, l'autre concernant la participation de la France à l'exploitation des mines de

potasse dans le nord-est du pays. Enfin, serait également signé un accord de collaboration technologique.

Il s'agit là d'entériner des accords prévus depuis un certain temps mais il est évident que cette visite sera l'occasion de discussions sur l'avenir des échanges économiques à plus long terme entre la France et le Brésil.

Il serait notamment question d'accords économiques dans le domaine de l'énergie (nucléaire, solaire et de l'exploitation pétrolière).

## Misère et répression

**L**E Brésil est un pays aux ressources considérables. L'Amazonie (57 % du territoire) renferme des richesses minières très importantes : on y trouve du manganèse, de la bauxite, de l'uranium, de la lignite, du cuivre, du titane, et surtout de l'or sans parler des milliards de mètres-cubes de bois.

Cette richesse liée à une politique allant dans le sens d'une plus grande indépendance économique n'a pas permis au peuple brésilien de sortir de l'état de misère. Ils sont plus de 30 millions à vivre dans un état de pauvreté absolue.

Les richesses sont réparties dans les mains d'une bourgeoisie qui vit dans un luxe inouï. Mais à côté des palais demeurent des « favelas », les bidonvilles qui entourent les villes.

L'exemple de la région nord-est du pays est assez révélateur. Un rapport émanant de l'Etat lui-même explique que 78 % des personnes actives de cette région perçoivent un salaire inférieur ou égal au salaire minimum et parmi eux, la moitié touche moins d'un demi-salaire minimum. Que l'on juge plutôt : à Recife, en 1976, 80 % de la population ne pouvaient pas se payer régulièrement les rations alimentaires minimum. La malnutrition est un phénomène courant et la mortalité infantile atteint des taux astronomiques

(16,8 % à Maceio, la capitale de l'Etat d'Alagoas, et dans les campagnes où le taux n'est pas calculé, il apparaît évident que la mortalité est encore supérieure).

Pourquoi cette misère alors que la région est mise en valeur, qu'elle rassemble les terres de café si rentables ?

Toujours selon un rapport officiel, le revenu dans les campagnes est concentré dans les mains d'un pour cent des propriétaires. La politique menée par le gouvernement dans la région est officiellement axée vers la lutte contre le sous-emploi. Or, 70 % de la population en âge de travailler est sous-employée ou au chômage. Le nombre de personnes ne touchant pas le salaire minimum risque encore de s'accroître cette année avec l'accroissement du sous-emploi.

### QUELLE DEMOCRATISATION ?

Non seulement le peuple doit vivre misérablement mais il doit également vivre dans la crainte. La répres-

sion est quotidienne, les libertés démocratiques n'existent pas. Les industriels, les propriétaires fonciers font ce qu'ils veulent, exploitent, maltraitent, assassinent avec la bienveillance de la « justice ».

Pourtant, on parle de « libéralisation » du régime. Qu'en est-il ? Le 15 octobre sont prévues des élections présidentielles. Au total, deux candidats :

— Le candidat du parti gouvernemental (ARENA), successeur désigné de Geisel.

— Le candidat du seul parti d'opposition toléré (MDB). Or, le président sera élu par une majorité de députés installés à l'Assemblée par Geisel lui-même. S'il ne s'agit pas d'une parodie d'élections, ce n'en est pas loin...

Par ailleurs, en janvier prochain, l'acte institutionnel No 5 doit être abrogé. Il s'agit d'un article qui donnait tous les pouvoirs de l'exécutif au président. Cette mesure constitue un progrès réel et il se-

### LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS AU BRÉSIL

Etats-Unis :	30,4 %
RFA :	13,6 %
Japon :	10,7 %
Grande-Bretagne :	4,9 %
Canada :	4,6 %
France :	3,8 %

rait faux de dire qu'il n'y a eu aucune évolution. Il est vrai, par exemple que la censure sur la presse fut assouplie, que la répression ouverte des mouvements de masse a été moins violente ces derniers temps. Notamment, lors des grandes grèves des métallurgistes de la région de Sao Paulo il y a quelques mois.

Cependant, il n'en reste pas moins que plusieurs centaines de prisonniers politiques restent en prison, qu'il y a des dizaines de milliers d'exilés qui ne peuvent rentrer dans leur pays. La loi qui permet de garder au secret pendant six



Sao Paulo

jours des gens sans autre forme de procès est toujours en vigueur. Aucune liberté n'est accordée aux syndicats et aux autres partis politiques. Enfin, l'Escadron de la Mort, cet espèce de police parallèle qui accomplit les basses besognes que la police n'effectue pas officiellement, agit toujours en toute impunité. Les commissaires-inspec-

teurs peuvent être pris sur le fait, ils ne risquent rien et sont relâchés aussi vite.

Comme on peut le constater, la démocratisation effective est encore loin d'être réelle. Les quelques mesures « libérales » même si elles sont positives, ne remettent pas en cause la dictature qui sévit sur le pays depuis 14 ans.

Evelyne LE GUEN

## Procès des syndicalistes tunisiens

### La peine de mort requise

**C'**EST mercredi que le procureur a prononcé son réquisitoire devant la Cour de sûreté de l'Etat de Tunis où sont jugés Habib Achour et les autres dirigeants du syndicat UCTT. Reprenant les accusations du gouvernement sur « une tentative de renversement violent de l'Etat », le procureur a demandé la peine de mort. Les accusés continuent, pour leur part, à refuser à se défendre devant un tel procès préfabriqué.

Mardi, l'audience était consacrée à la lecture et à l'audition de plusieurs « témoignages ». Des témoins plutôt bizarres puisqu'il s'agit, entre autres, de personnes haut placées que Habib Achour, secrétaire général de l'UGTT,

qui comparait au procès, a rendues responsables des massacres du 26 janvier.

Il s'agit de Mohamed Sayah, directeur du Parti socialiste destourien, Abdallah Farhat, ministre de la Défense, Mohamed Jomaa, ministre des Affaires

sociales, qui, tous, tentent d'accréditer l'idée d'un complot qu'auraient fomenté les dirigeants de l'UGTT.

Or, au mois d'août, Achour a envoyé une lettre à Bourguiba, paru dans le journal *Démocratie*, organe du Mouvement des démocrates socialistes, où il dénonçait Sayah, l'organisateur des milices fascistes, Hannabla, ministre de l'Intérieur, et le directeur général des services de sécurité comme les « vrais responsables », les accusant d'avoir monté des attaques et des provocations contre l'UGTT. No-

tons que le journal du Parti destourien n'a pas publié cette lettre. Au cours du procès, Achour a déclaré visant clairement Sayah : « Celui qui a établi cette liste d'accusation ne me connaît pas ou alors c'est peut-être bien lui le criminel. C'est l'UGTT qui a été malmenée et insultée. Cette affaire me rappelle un dicton de chez nous " Il m'a frappé et c'est lui qui a pleuré ". Ces accusations sont politiques. Le vrai criminel n'est pas là ». D'autres témoins ont, par contre, pris la défense des inculpés.

## L'humanité rouge

L'Humanité rouge  
Pour toute correspondance  
BP 61 75861 Paris Cédex 18  
CCP 30 226 72 D La Source  
Tél : 205 51 10

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson -  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :  
Annie Brunel.

### Beyrouth à feu et à sang

# L'intégrité du Liban en danger

Les combats n'ont pas cessé depuis lundi, à Beyrouth. C'est maintenant tous les quartiers chrétiens qui sont sous le feu de l'artillerie syrienne. Avec un obus par seconde de tout calibre, ce bombardement est considéré comme le plus important jamais vu au Moyen-Orient.

Au niveau diplomatique, un plan de paix a été proposé par Paris suite à une longue communication téléphonique entre les présidents Sarkis et Giscard. Rendu public dans un message de l'Elysée au président Assad actuellement en visite en RDA et à Moscou, ce plan a recueilli le soutien du secrétaire de l'ONU, K. Waldheim, ainsi que des Américains et des Anglais.

Ce plan prévoit le retrait des troupes syriennes de la FAD dans d'autres parties de Beyrouth et le déploiement entre les combattants d'éléments mixtes (Arabes et chrétiens) de l'armée libanaise.

Ce plan se heurte toutefois à deux obstacles majeurs :

— Il est basé tout entier sur l'acceptation des Syriens de se retirer. Or, il semble que ce ne soit en rien l'intention des autorités syriennes. La réaction du prési-

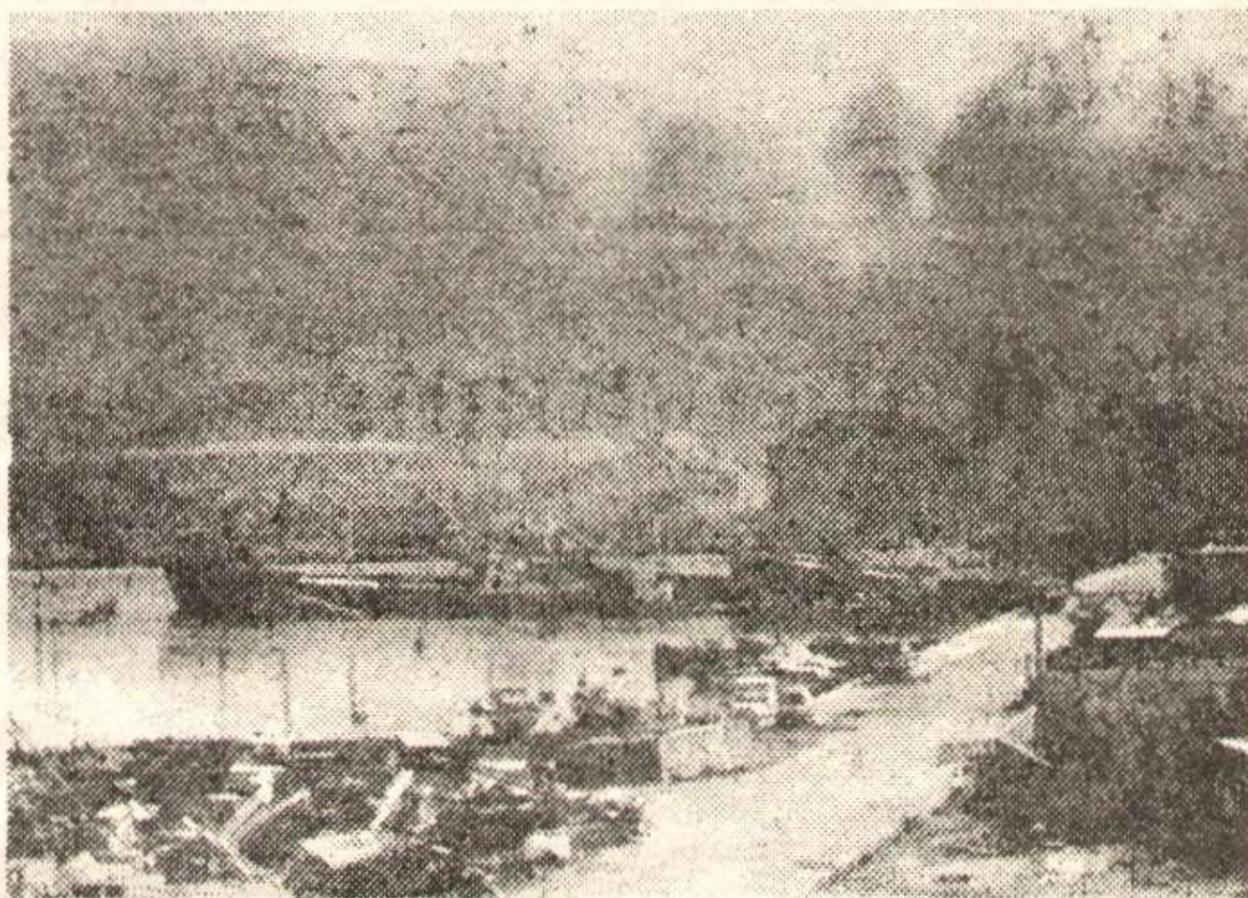
dent Assad au message français l'a clairement montré.

— L'armée libanaise qui devrait jouer les « casques bleus » n'existe pas en réalité. Elle subit elle-même les différentes coupures du pays. C'est justement cet état de fait qui avait justifié l'installation de la force arabe de dissuasion, composée en majeure partie de Syriens, au Liban, au moment où la guerre faisait rage entre les milices chrétiennes et les « Palestino-progressistes ».

Ces différentes raisons laissent à penser que le plan français, du moins sous cette forme à bien peu de chances d'aboutir.

Le Liban se trouve actuellement dans une situation très grave. D'une part, il est clair que l'armée syrienne est sortie de son rôle de maintien de la paix et qu'elle se bat maintenant pour ses propres intérêts. L'élimination des milices chrétiennes sans plus aucun réel adversaire au Liban.

Dans une région déjà très troublée et où les superpuissances manœuvrent à une grande échelle, une telle situation risque de leur donner l'occasion de nouvelles



Les nuages de fumée au-dessus du port de Beyrouth.

intrigues et provocations dont les peuples de la région feraient inévitablement les frais.

Une action menée par l'ONU pourrait être envisageable si elle était demandée par le président Sarkis. Mais on sait déjà

que Moscou, membre du conseil de sécurité, s'y refuse. La situation actuelle est une trop belle occasion pour l'URSS d'avancer des pions au profit de la confusion.

Pourtant le retablisement de la paix correspond à l'intérêt du Liban.

Il ne s'agit en rien de pleurer sur le sort de ceux qui, il y a deux ans, faisaient subir le sort qu'ils connaissent aujourd'hui aux réfugiés palestiniens de Tall El Zaatar ; il s'agit de voir qu'une nouvelle guerre généralisée au Liban, ou bien la perte de son indépendan-

ce, ne profiterait ni aux peuples arabes, ni au peuple palestinien en le détournant une fois de plus de sa véritable lutte.

Les Palestiniens, pour leur part, continuent à s'efforcer de se tenir bien à l'écart de l'actuel conflit.

## Développer l'amitié avec la Chine

(Suite de la page une)

Par Jean Quercy

Bastion du socialisme, la Chine constitue aussi un véritable rempart dans la lutte que peuples et pays mènent contre les superpuissances et joue un rôle sans cesse accru dans l'édification d'un front uni antihégémonique. Pays attaché à la paix, elle s'est prononcée pour un désarmement total à condition, bien sûr, que les superpuissances, qui ont accumulé un armement formidable, commencent. Depuis des années, elle met en garde contre les menaces de guerre que fait peser leur rivalité. Elle explique qu'il faut se préparer pour faire face à une guerre mondiale inévitable mais aussi qu'il est possible pour les peuples de la retarder par une attitude ferme et résolue et ainsi de l'affronter le jour venu en meilleure position.

C'est dans ce cadre qu'elle développe ses liens avec les pays du tiers monde comme aussi avec ceux du second monde, également menacés.

La Chine mène ainsi une politique de principe qui constitue une aide précieuse pour tous les prolétariats, tous les peuples, et notamment le peuple de France. Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) considère comme une tâche de la plus haute importance que de développer l'amitié entre les peuples de Chine et de France, d'expliquer aussi le rôle positif et la contribution qu'apporte à la préparation face aux menaces de guerre le développement des liens entre les deux pays.

Propager l'amitié à l'égard de la Chine autour de soi, dans son entreprise, dans son voisinage, c'est là une tâche quotidienne. Mais pour transformer le courant d'intérêt si large qui existe en une amitié solide, il s'agit aussi de l'organiser. Il est indispensable pour cela de soutenir l'activité de l'Association des amitiés franco-chinoises qui poursuit, depuis des années, des efforts importants pour élargir son audience dans les milieux populaires comme dans les milieux les plus divers. Une bonne occasion pour cela, camarades et amis lecteurs, c'est de faire connaître autour de vous les réunions qu'elle organise pour fêter le 29<sup>e</sup> anniversaire de la République populaire de Chine, et notamment la journée d'amitié franco-chinoise à Paris, le samedi 7 octobre.

### Assemblée nationale

## Cynisme et beaux discours

**M**ERCREDI, l'Assemblée nationale se prononçait sur la motion de censure du PS contre la politique économique du gouvernement. Celle-ci a, bien entendu, été repoussée. Au cours de cette séance, Barre a défendu sa politique d'austérité avec le plus grand cynisme et étalé son mépris des travailleurs.

En parlant de l'austérité, Barre a annoncé sans honte « Si nous faisons tous ces efforts c'est pour l'emploi ». Il a rejeté ce qu'il appelle « la politique artificielle du plein emploi » et considère comme suicidaire la réduction du temps de travail. Pour Barre, les responsables des « difficultés » que connaissent les secteurs tels que le textile et la construction navale sont les syndicats, autrement dits les travailleurs qui se sont battus contre les licenciements.

Barre, encore lui, a expliqué qu'il voulait lutter contre l'inflation par le blocage des salaires. Il veut réduire l'inflation à 10 %, dit-il. Outre que le chiffre de l'inflation sera sans aucun doute plus élevé que le chiffre annoncé par Barre, celui-ci, il faut le souligner, prétend lutter contre elle par la limitation de la hausse des prix. Le mensonge est grossier quand on sait que la libération des prix c'est l'incitation à la hausse et non à sa limitation et ceci afin de grossir les profits. Barre dans un langage qui n'est pas sans rappeler celui d'un Le Pen, a laissé enten-

dre que les travailleurs immigrés étaient la cause du chômage (avec les luttes des travailleurs) : « Pendant des années, a-t-il dit, nous avons importé (nous soulignons le terme) des travailleurs immigrés... Mais il est normal qu'à un moment où les jeunes ont du mal à trouver un emploi, nous ayons à reconsidérer notre politique d'immigration. » Pour Barre, les travailleurs immigrés semblent être une vulgaire marchandise. C'est donc avec le plus grand cynisme et le plus grand contentement de soi que Barre a défendu devant les députés sa politique antipopulaire.

### A DROITE, TOUS DANS LE RANG

En ce qui concerne les partis, le porte-parole de l'UDF s'est félicité sans rire « du courage » de Barre. « Aidez-nous à faire connaître au pays la chance qui est la sienne » a-t-il demandé à Barre. Les travailleurs apprécieront leur chance surtout s'ils sont au chômage ou touchent le SMIC. Quant au courage de Barre, il ne lui

coûte pas cher. Pour ce qui est du RPR, on avait annoncé de la révolte. Mais les paroles dures de la journée précédente ne furent qu'un feu de paille et les députés gaullistes votèrent sagement contre la motion de censure, se justifiant par la légitimité du gouvernement. A l'heure actuelle, le RPR est réduit à soutenir la politique de Giscard même s'il la critique parfois durement en paroles.

### A GAUCHE, DE BEAUX DISCOURS

A gauche, Mitterrand a eu beau jeu de disserter sur le chômage, la hausse des prix, le « dirigisme des sa-

laire ». Il a évoqué la colère de la jeunesse, etc. De beaux discours mais qui ne sont que des discours et qui cachent mal que si le PS (ou le PCF aussi d'ailleurs) était au pouvoir, l'ordonnance ne serait pas tellement différente de celle de Barre. Quant à Ballanger, il s'est fait le défenseur de l'économie nationale.

On a donc beaucoup parlé à l'Assemblée nationale, pour ou contre la politique pouvoir. Cependant, ces discours ne changeront rien à la situation des travailleurs.

Ce qui se fait à l'Assemblée nationale, c'est la politique de la bourgeoisie. Les travailleurs, eux, préparent la réplique dans les entreprises par la grève, comme à la SNCF par exemple.

## Les éboueurs de Paris en grève

Les éboueurs de Paris ont commencé mardi une grève tournante qui devrait se continuer jusqu'à samedi. Paris est divisé en quatre secteurs, chaque secteur faisant l'un après l'autre une grève de 48 h.

La revendication essentielle porte sur le respect du protocole d'accord signé en avril 1977 entre les syndicats et la mairie de Paris. En particulier, aujourd'hui, Chirac et son acolyte Tibéri font des difficultés pour la mise en place des quatre jours de congés supplémentaires par an (en compensation des horaires de travail). Selon la CGT, il y aurait aussi dans l'air un projet de réforme qui viserait à mettre deux éboueurs au lieu de trois par benne, avec, bien sûr, l'incertitude sur le sort de l'employé qui serait ainsi supprimé.

# Pour gagner : rassembler les forces des travailleurs

**L**E mécontentement des travailleurs c'est en réalité une profonde colère qui grossit face aux attaques du pouvoir. Ici et là elle se transforme en action, en grèves. Mais pour gagner il faut autre chose que remplacer « bulletin de vote » par lutte et « unité PC-PS » par union à la base. Pour gagner, il faut rassembler les forces des travailleurs. Ensemble, en même temps contre Giscard-Barre.

Restructurations dans les entreprises publiques, licenciements partout, limitation des arrêts-maladie, atteinte aux ressources des chômeurs, suppression de postes dans l'Éducation nationale, remise en cause des prud'hommes... on ne sait plus où arrêter la liste.

La colère, elle commence à s'épancher. Bien entendu le thème du mécontentement populaire est repris par tous les politiciens qui ne sont pas directement associés au pouvoir.

Les uns prononcent des paroles terribles, agitant, sans y croire, des menaces de ruptures de la majorité. Les autres assaillent le gouvernement avec de rituelles

et minoritaires motions de censures. Mais de cela Giscard et Barre n'en ont cure. Si le premier ministre redoute de plus en plus de rencontrer les travailleurs au cours de ses déplacements (les mains à serrer se font rares tandis que les poings de plus en plus se serrent et même les pierres se font voir). Il sait qu'il n'a rien à craindre des pantomimes du Parlement. Une seule chose qu'il puisse craindre, c'est bien à cela que pensent de plus en plus de travailleurs : Construire un rapport de force pour imposer les re-

vendications, voilà la question. Elle suscite plusieurs réponses.

Depuis leur échec de mars, les dirigeants du PCF ont remis à l'honneur le mot lutter dans leurs discours. Après avoir pendant si longtemps travaillé à la démobilisation des travailleurs avec leur « seule solution le programme commun », ils disent volontiers aujourd'hui « que seule la lutte... » et dans certains cas, ils ne se contentent pas de le dire. C'est ainsi qu'ils approuvent et soutiennent la grève des cheminots, les grèves scolaires, les luttes contre les licenciements... ou du moins ils le donnent à penser, car il faut y regarder de plus près.

La grève des cheminots par exemple, c'est d'après eux une « grève-témoin », témoin du mécontentement. N'y a-t-il pas là l'expression d'un malentendu ? En effet, se prononcer pour la lutte, c'est bien, encore faut-il s'entendre sur le but qu'on assigne à cette lutte. Être un témoin du mécontentement

ou un moyen pour gagner ?

Quand Marchais va à Marseille pour parler aux ouvriers de Terrin et des Chantiers de La Ciotat de reconstruire l'union de la gauche, de l'ancrer dans les luttes n'y a-t-il pas malentendu ? Car enfin, ceux de Marseille savent bien ce qu'ils peuvent attendre de l'Union avec Defferre. Sûrement pas l'arrêt des licenciements. Ainsi les luttes, comme les voit Marchais, ressemblent comme deux gouttes d'eau aux fameuses journées d'action qui de six mois en six mois ont jalonné les deux années précédant les élections. Quel était le but de ces journées qui n'ont nullement empêché l'application des plans Barre successifs ? Eh bien, il s'agissait simplement que des travailleurs par leurs grèves et leurs manifestations apportent un soutien à « L'Union de la gauche ». Le but n'était pas de développer la lutte vers un mouvement d'ensemble qui puisse mettre

Barre en échec. Il en va de même aujourd'hui quand les dirigeants du PCF parlent de lutte.

Force est de constater que cette conception est aussi celle de Ségué et des directions confédérales des syndicats. Sinon pourquoi donner des mots d'ordre aussi limités ? Pourquoi des actions aussi dispersées qui ne correspondent pas à l'attente des sidérurgistes, des cheminots, des postiers... ? Car enfin, comment ne pas voir que face à l'ampleur de l'attaque du pouvoir, face à l'ampleur du chômage, pour marquer des points il faut rassembler toutes les forces des travailleurs prêts à la lutte. Comment ne pas voir que dans la situation il faut qu'un mouvement d'ensemble se dessine pour donner confiance dans l'issue victorieuse des luttes.

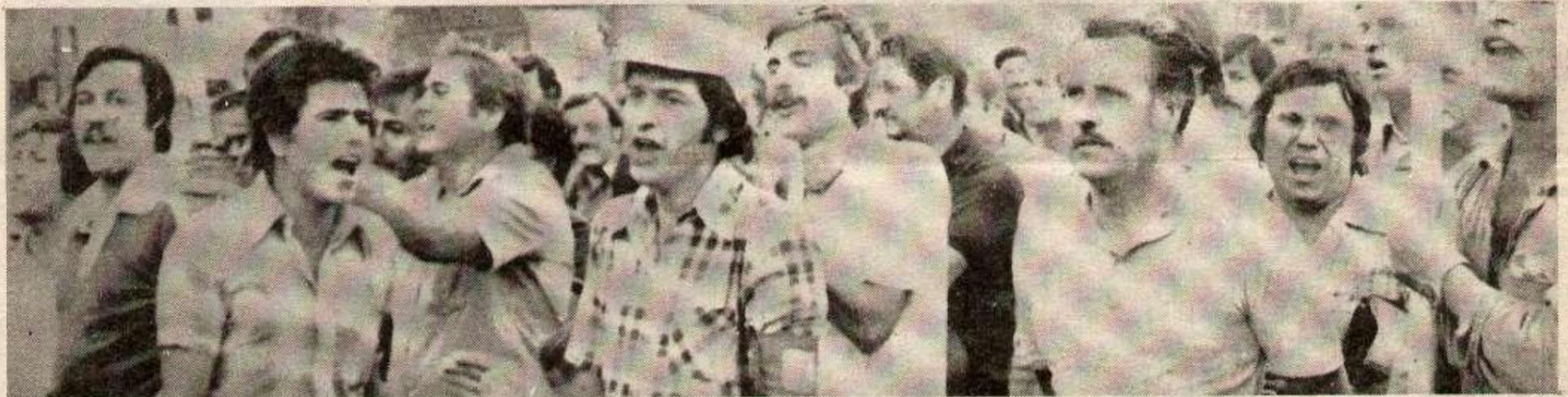
Le but de la lutte doit être de gagner, pas de servir de force d'appoint à des solutions politiques qui ont déjà fait, il y a six mois, la preuve de leur faillite. Il en

va de même de l'unité à la base de tous les travailleurs. Cette unité nous en avons besoin aujourd'hui, entre tous les cheminots, les rouliers et les autres, entre les différents centres de tri, entre sidérurgistes de Fos, de Dunkerque et de Lorraine. Nous avons besoin de l'unité à la base entre les syndicats, entre les syndiqués et les non-syndiqués. Nous avons besoin de l'unité à la base entre l'ouvrier du PCF, l'ouvrier socialiste, l'ouvrier marxiste-léniniste, l'ouvrier sans-parti.

L'unité à la base c'est pour gagner contre Barre qu'il la faut, pas pour « faire pression sur le PS » ni pour reconstruire l'union politique de Mitterrand et Marchais.

La lutte, le recours à la grève, ce n'est pas pour faire savoir chacun à son tour dans l'isolement et la dispersion qu'on est mécontent, non, c'est tous ensemble qu'il faut lutter pour mettre en échec Giscard-Barre.

Pierre MARCEAU



CTA de Pontoise, mercredi soir

## Occupation votée à une très large majorité !

**D**EPUIS le 27 septembre, les postiers du centre de tri de Pontoise sont en grève : leur revendication principale portant sur les effectifs. Après un démarrage un peu lent, la grève s'est renforcée et mercredi soir, l'occupation a été votée à une très large majorité.

L'après-midi, le résultat de l'audience auprès du directeur régional n'avait pas donné grand chose : 32 effectifs proposés sur le seuil minimum de 46 demandés, quant aux quatre avertissements, rien de précis non plus...

Côté patrons de la zone industrielle proche, on commence à s'affoler : l'administration leur a demandé de trouver des locaux et d'organiser un tri parallèle. Leur arrogance n'a pas de bornes : « Que ferez-vous si je m'amène avec cent types et des barres de fer ? » dira l'un de ceux-ci à un militant syndical ?... Mais souvent au bout d'un quart d'heure de discussion au téléphone, ils terminent : « Merci monsieur, rappelez-nous de suite quand vous aurez vos 46 effectifs ». Preuve que la grève commence à les mettre à genoux, que leurs factures n'arrivent plus.

Côté national, FR3 et autres radios sont promp-

tes à se faire les porte-voix du chantage des patrons : « La grève du centre de tri de Pontoise, menace plus de 7 000 emplois. » Peut-être avez-vous vous-même entendu cette phrase aux bulletins dits « d'information ». Voilà où en était la situation à la tenue de l'assemblée générale de la nuit. Cette assemblée générale, personne ne la prend à la légère parce qu'on sait que quelle que soit la décision prise, elle sera lourde de conséquences.

L'assemblée générale commence, près de cent travailleurs et travailleuses sont présents. FO fait le compte-rendu des discussions, la CFDT aussi et dit très clairement que le résultat des négociations est insuffisant. Puis, c'est au tour du délégué CGT de prendre la parole : « D'accord à quelques détails près sur le compte-rendu de l'audience, mais la question que tout le monde se pose maintenant, c'est un de ces moments où on entend le silence — c'est

qu'est-ce qu'on fait ? Quels moyens on a ? Si on continue, quels moyens se donner ? En tout cas, le mouvement a été mené dans la démocratie, c'est dans la démocratie que la décision sera prise » dira-t-il.

Puis, la déléguée régionale CGT, insiste sur le succès que constitue les 32 effectifs que l'administration est prête à accorder, mais que quelque soit la décision prise, la CGT soutiendra. La parole est alors à l'assemblée générale : il s'agit maintenant de faire calmement le point, la décision ne se prendra pas à la légère.

Les points positifs du mouvement ?

Les patrons qui ramollissent au téléphone, preuve qu'ils commencent à être touchés. Il y a aussi la presse obligée maintenant de parler de cette grève qui dure depuis plus de 8 jours, y compris cette presse qui habituellement traîne les postiers dans la boue, et qui aujourd'hui doit y aller plus doucement contre les grévistes, tant le manque d'effectifs est criant.

Plusieurs interventions CGT, CFDT insistent sur la nécessité de continuer, d'autant plus que les 46 effec-

tifs demandés étaient bien le seuil minimum.

Alors on vote : « Pour continuer la grève ? ». Presque inutile de compter, c'est la levée massive des bras.

Oui, mais déjà ça c'est presque du passé. Dans les esprits maintenant c'est : « On occupe ou pas ? ». A nouveau, discussions :

Le soutien des autres centres ? Il y a un télégramme de soutien des postiers de Créteil, qui depuis leur grève l'an passé ont acquis leurs lettres de noblesse auprès des travailleurs qui lutent aux PTT. Il y a Issy-les-Moulineaux, où le directeur a été séquestré pendant une demi-heure l'après-midi. En province, deux centres aussi sont en grève.

Le soutien des autres travailleurs ?

« Cet après-midi on a été voir 200 travailleurs de la CCAS-EDF d'à côté qui nous ont accueillis avec chaleur... »

« Les gars d'un autre centre aussi qui n'étaient pas au courant de notre lutte, nous ont écouté avec sympathie... »

« Allez voir les gars des autres centres, leur expliquez notre lutte, c'est ça qu'il faut faire ! »

« Et puis demain (au-

jourd'hui jeudi) il y a la manifestation (1) CGT-CFDT rue Froidevaux à 16 h, il y aura tous les centres de tri représentés, à nous d'en profiter pour leur parler de notre grève. »

Autant de choses qui seront dites par les travailleurs (2) et qui visiblement recueillent l'assentiment des grévistes qui m'entourent. Manifestement c'est l'occupation qui va l'emporter.

C'est le vote et l'occupation votée à une très large majorité.

Le soulagement qui suit les prises de décisions graves se lit sur les visages qui se détendent maintenant. Mais surprise, les dirigeants FO qui, au cours de la discussion s'étaient élevés avec véhémence contre le fait que une partie du courrier de Pontoise serait trié dans d'autres centres, au Nord, en particulier, ont voté contre l'occupation. Ils s'expliqueront : « FO a toujours été pour la liberté du travail, donc contre toute occupation ».

La réplique vient de suite, traduisant en condensé l'opinion de la majorité des travailleurs qui aspirent très fort à l'unité : « Pas de paternalisme maintenant, dans la société où l'on vit, liberté

du travail ça veut dire nous empêcher de faire grève. » FO est quand même pour la grève.

La salle se remplit du bourdonnement des conversations, la masse des grévistes est animée par la même préoccupation : l'organisation concrète de l'occupation, les coups de téléphone aux autres centres, la parade pour contrer une descente de flics présente dans tous les esprits.

Travailleurs, à l'heure où les capitalistes licencient par milliers, le combat des grévistes de Pontoise (3) est notre combat ! Soutenez-le financièrement, expliquez-le le plus largement possible autour de vous !...

1) Manifestation prévue aujourd'hui à 16 h, pour demander l'augmentation de la prime de logement.

2) L'un de ceux-ci fera justement remarquer que même si pour le moment la direction n'est prête à lâcher que 32 effectifs, ces 32 seront dûs uniquement à la lutte menée jusqu'ici. Une leçon pour les quelques non-grévistes...

3) Centre de tri de Pontoise-zone industrielle du Vert galant. Par l'autoroute sortit à Saint-Ouen-l'Aumône

René BRÉAND

# La démocratie dans la CGT pour quoi faire ?



**K**RASUCKY a lancé, en juillet, la préparation du 40e congrès de la CGT par une formule largement reprise depuis : « Un congrès novateur, audacieux et conquérant ». Il mettait l'accent sur l'importance de développer une démocratie sans précédent dans la CGT, à l'occasion de ce congrès.

Depuis, Ségué, dans son discours de rentrée à la porte de Pantin, et J.L. Moynet, plus récemment, au cours d'un comité régional élargi à Vénissieux, ont repris et argumenté ce thème de la démocratie. Depuis un mois, la discussion est ouverte dans les syndicats et une tribune est également ouverte dans la *Vie ouvrière* où les militants posent des problèmes de fond (démocratie, Programme commun, lien avec le PC). Un débat s'ouvre donc, avec une certaine réalité qu'il nous faut analyser.

La direction confédérale s'est vue obligée d'ouvrir un débat qu'elle qualifie de « débat large et sans précédent ». Mais en même temps, elle en fixe étroitement le cadre : il ne s'agit pas de faire une autocritique de fond sur la politique suivie ces dernières années, de revenir sur le soutien à l'Union de la gauche, mais de soutenir le Programme commun version PCF.

Le rapport d'orientation note dans une phrase « le congrès approuve son ac-

tion (l'activité passée de la CGT) qui correspond pleinement aux intérêts de classe des salariés ». Et Moynet développe dans son intervention à Lyon : l'objectif, c'est que les luttes des travailleurs ne se contentent pas de « modifier les décisions des patrons », mais il faut « modifier les structures industrielles vers des solutions nouvelles présentant un minimum de garanties autant que possible durables ».

La gestion du capitalis-

me présentée comme l'aboutissement des luttes, voilà la nouvelle perspective donnée aux travailleurs. Et ça ne peut pas correspondre à leurs intérêts. En attendant de nouvelles échéances électorales, les dirigeants confédéraux veulent poser des jalons, si ça leur est possible, dans le cadre de la concertation. C'est ce qui explique l'attitude de Ségué qui s'est rendu à l'Élysée et à Matignon cet été.

La discussion dans les syndicats, la discussion au

congrès, c'est une excellente chose pour les militants CGT, mais il faut qu'elle pose les vraies questions. La démocratie pour la démocratie, ça ne peut pas être un objectif sérieux si les problèmes de fond ne sont pas discutés.

Et pour que le débat démocratique devienne réel, qu'il se développe, même après le congrès, ce sera une bagarre de tous les jours à mener.

Claire MASSON

La direction confédérale de la CGT a longtemps fait peser le poids de son autorité pour donner de la CGT une image monolithique, l'image d'un syndicat où, certes, le droit à la liberté d'opinion est inscrit dans les statuts, mais où, dans les faits, il n'était guère possible d'exprimer des divergences. Aux divers congrès fédéraux et confédéraux de ces dernières années, très rares étaient les votes contre ou les abstentions sur les orientations proposées.

Il n'est pas très ancien non plus le temps où le soutien au Programme commun était la condition sine qua non pour pouvoir militer activement dans les syndicats CGT.

Pendant de nombreuses années, les dirigeants fédéraux et confédéraux ont pu maintenir cette façade d'unité, en s'appuyant notamment sur les profondes illusions entretenues par le PCF sur le Programme commun chez les travailleurs et, en particulier, chez les militants.

## LA NECESSITE DU DEBAT

La pratique des partis de gauche à la veille des élections a fait s'écrouler une part des illusions et a provoqué de profondes réactions, en particulier chez les militants CGT. Et le résultat ne s'est pas fait attendre : aujourd'hui, la direction confédérale commence à reconnaître ses difficultés : « Nous n'avons pas progressé de façon sensible vers l'objectif de trois millions d'adhérents que nous nous étions fixés. Dans certains secteurs se produit même une érosion... Un certain nombre de travailleurs, même des syndiqués, n'ont pas été d'accord avec certaines de nos prises de

positions. Indiscutablement, ce fait est présent dans les tendances récentes du recrutement et des élections professionnelles » a déclaré J.L. Moynet.

D'après les premiers éléments que nous avons, les questions que posent les militants sont de plusieurs ordres : la CGT a pris une position partisane de soutien à la position du PCF pendant la campagne (cette question s'élargit aux liens de la CGT et du PCF en général). Il y a aussi la question : « La CGT a-t-elle eu raison de soutenir un programme de gouvernement ? ». Les questions que se sont posées tous les travailleurs au lendemain de la campagne électorale, les militants de la CGT se les posent aussi. Aujourd'hui, ils aspirent profondément à une discussion réelle et, dans la tribune de la *Vie ouvrière*, plusieurs lettres posent la question de voter sur le rapport d'activité pour que les militants se prononcent non seulement sur les orientations à venir (rapport d'orientation seul soumis au vote), mais aussi sur les choix passés. Ainsi les questions posées par « la lettre des neuf », avec en tête Germon, du PS - démocratie, soutien au PCF - rencontrent un écho beaucoup plus grand qu'une simple rivalité de partis dans la CGT.

L'attitude des militants réunis début septembre porte de Pantin, attentive et réfléchie, montrait aussi cette préoccupation.

## RECUPERER LE BESOIN DE DEMOCRATIE

Devant toutes ces ques-

## Foyer Sonacotra de Montreuil

# Avec les militants du PCF, discuter en partant des faits

Mercredi devait avoir lieu le procès de plusieurs résidents du foyer Sonacotra de Montreuil, procès déjà deux fois reporté. Cette fois, il en fut de même, le procès est reporté au 18 octobre.

Devant le tribunal de Montreuil plusieurs militants du PCF étaient venus. Ils étaient là surtout pour appeler les immigrés présents à participer à la « semaine immigrée » organisée bientôt par leur parti.

La discussion ne tarda pas à s'engager avec ces militants. Quand quelqu'un leur a demandé pourquoi leur parti ne soutenait pas la grève des résidents, ils répondirent qu'ils la soutenaient.

Quand on leur a demandé pourquoi alors ils ne reconnaissent pas le Comité de coordination, ils avancèrent l'argument qu'ils soutenaient la grève sur leur propre base, que d'ailleurs on leur interdisait de s'exprimer et que le PCF était attaqué par le Comité de coordination. De toute évidence, ces militants ignorent l'attitude et les pratiques de la direction de leur parti vis-à-vis de la lutte. Ils ne savent pas pourquoi le Comité de coordination a été amené à les dénoncer.

Ces militants ignorent la pratique des négociations foyer par foyer qui isole les résidents et qui est refusée par l'ensemble d'entre eux.

Ils ignorent par exemple que parmi les foyers qui, actuellement sont en grève sous la direction du Comité de coordination, certains avaient signé au cours de l'été 1976, sous la pression du PCF de la CGT, un protocole d'accord avec la Sonacotra. Les résidents ont pu dans les faits voir la nocivité de telles négociations.

Aussi, se sont-ils mis de nouveau en grève en rejetant le protocole d'accord et en refusant toute négociation qui ne se ferait pas avec le Comité de coordination. Citons ces foyers Colombes, Bagnolet, Argenteuil (cinq foyers sur six), Dijon, Strasbourg, Sainte-Geneviève-des-Bois, Athis-Mons.

Tous ces faits et d'autres encore, nous devons les porter à la connaissance des militants du PCF, ce que ne fait pas évidemment leur parti et pour cause.

Ces militants ne sont pas des ennemis. Nombreux sont ceux qui souhaitent

soutenir la lutte des immigrés contre la politique du pouvoir. Et si actuellement ils se trompent, nous devons les convaincre de la nécessité de soutenir les résidents.

Discuter avec patience sur la base des faits, faire appel à leurs sentiments de classe, telle est la méthode pour les convaincre.

Henri MAZERAU

## Foyers Sonacotra

### Première réunion du comité de soutien de Reims

Récemment s'est tenue la première réunion du comité de soutien aux résidents des foyers Sonacotra. Une soixantaine de personnes étaient présentes.

Les résidents des foyers Jules-Siegfried et Dr Bienfait (ce dernier vient d'entrer en lutte à son tour) ont expliqué les conditions de logement, le racisme qu'ils subissent et leurs revendications. Ils ont réaffirmé leur détermination à vaincre et leur confiance sur la base de la plate-forme nationale du Comité de coordination.

Puis ils ont expliqué leur appel à former un comité de soutien. Il est, en effet, vital d'élargir au maximum le soutien des travailleurs à la juste lutte des résidents Sonacotra. La condition pour que cela soit, c'est de renforcer le travail de popularisation, sous direction du comité de résidents.

Un message commun de soutien du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) et du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) (PCRml) a été lu par les résidents et chaleureusement applaudi.

Et ce que retiendront toutes les personnes présentes, c'est l'intense solidarité de classe qui a uni ce soir-là Français et immigrés de toutes nationalités - Turcs, Algériens, Marocains, Tunisiens, Français - étaient présents à la tribune au coude à coude. C'est un grand encouragement à la poursuite de la lutte.

# Ce que gagnent les PDG

**L**E journal *L'Express* publie les résultats d'une enquête sur « sur ce que gagne vos patrons ». En cette période d'austérité pour les travailleurs, ces chiffres sont révélateurs du gouffre qui sépare exploités et exploités, ouvriers et patrons.

Le salaire annuel des PDG selon cette enquête varie selon les secteurs de l'économie de 248 000 F à 489 000 F par an. Ces chiffres ne sont que des moyennes et il est évident que les PDG des grandes banques des monopoles privés ou nationalisés gagnent des sommes plus élevées que les moyennes ici établies. En comparaison, un ouvrier au SMIC gagne lui par an environ 22 800 F, ce qui fait par rapport aux moyennes des PDG, dix à vingt fois moins.

Il faut observer qu'un certain nombre de PDG occupent des places de direction au conseil d'administration de plusieurs

entreprises en même temps. Citons un exemple parmi les plus connus : Ambroise Roux qui, non seulement est PDG du trust CGE (Compagnie générale d'électricité) mais est aussi président d'honneur de la Compagnie Continental Edison, président de la Compagnie générale d'électro-metallurgie et de la Compagnie industrielle de télécommunications CIT). Il est également président d'honneur et administrateur de Pétrofigaz et administrateur de la Compagnie des lampes, de radiotechnique, du groupement atomique Alsacienne-Atlantique, du CITEC, de la Compagnie

générale des condensateurs etc... Pour tous ces postes à la tête de ces entreprises, un tel patron reçoit des millions dont *L'Express* ne dit rien ce qui fausse donc de beaucoup son enquête.

### LES AVANTAGES EN NATURE

*L'Express* fait aussi l'évaluation des principaux avantages en nature que reçoivent les PDG et directeurs d'entreprise. Parmi ces avantages citons : voiture pour usage professionnel, voiture pour usage privé, chauffeur, avion acheté ou loué pour affaires, première classe en avion, bureau avec moquette, rideaux, tableaux..., résidence principale fournie par la société, domestiques payés par la société, frais de téléphone payés, indemnités de réception à domicile, allocation-vacances (souvent égales à la moitié du salaire mensuel), assurances-vie

payées par la société, achats d'action à des conditions avantageuses.

S'il fallait chiffrer ces avantages dont nous ne citons ici qu'un échantillon, il faudrait aligner des millions. On voit donc que le salaire déjà fort élevé des PDG n'est qu'une partie, somme toute très limitée, de ce que touchent les grands patrons.

### SANS COMPTER LES DIVIDENDES

Enfin *L'Express* ajoute une dernière précision qui permet de compléter le tableau de la misère dans laquelle les PDG se débattent. « Les chiffres cités... ne tiennent pas compte des dividendes éventuels. Les PDG en effet ont des actions nombreuses et bien placées qui leur rapportent gros. Là encore il n'est pas possible de donner de chiffres.



Et les quatre Dalton, combien gagnent-ils ?

## La coopération franco-soviétique piétine ... Tant mieux

**L**ES travaux de la « grande commission » franco-soviétique se sont achevés mardi soir sans qu'apparaisse de renversement de tendance concernant la coopération économique. Celle-ci ralentit et continue de ralentir : cette situation fait des mécontents : les Soviétiques qui voudraient exporter en France, les monopoles français qui voudraient exporter en URSS. Et les dirigeants du PCF qui voient dans la coopération économique un moyen pour rapprocher la France de l'orbite soviétique.

Les monopoles français n'occupent aujourd'hui que la cinquième place (loin derrière la RFA notamment) comme partenaires occidentaux des monopoles d'Etat soviétiques.

Le volume des échanges, qui devait être triplé au cours de la période 1975-79, ne dépasse pas quelque 2 % du commerce extérieur français. Mais

l'appétit de profits de part et d'autre va à l'encontre du développement des échanges. En effet, les capitalistes français veulent vendre des biens d'équipement à l'URSS mais refusent d'en importer. C'est bien logique mais ça ne plaît pas aux Soviétiques qui, eux aussi, voudraient bien exporter des équipements et des machines. Bref, tout cela relève de la

très classique concurrence entre capitalistes.

Ce piétinement des échanges attriste fort les dirigeants du PCF. D'après eux, il y aurait de bonnes affaires possibles et le resserrement des liens économiques avec l'URSS permettrait aux monopoles français de « défendre leur indépendance et de se prémunir contre les pressions des géants industriels et bancaires des Etats-Unis et de l'Allemagne occidentale ».

Comme chacun sait, les monopoles d'Etat soviétiques ne sont pas, eux, des géants... C'est d'ailleurs pour cela que le monopole de l'acier URSS est le numéro un mondial. Mais ce n'est pas tout. Pour les dirigeants du PCF : « un gouvernement au service des intérêts de la France rechercherait non seule-

ment la concertation politique (...) mais aussi un développement radicalement différent de la coopération économique et scientifique ».

Si « les intérêts de la France » exigent en effet de résister aux pressions US et de se dégager de l'emprise de cette superpuissance, ce n'est sûrement pas pour tomber sous la coupe de l'autre. C'est tout le contraire de la défense de l'indépendance que de céder aux pressions soviétiques ou de contribuer par les échanges économiques à soutenir l'économie soviétique tout entière tournée vers la préparation à l'agression. Bref, le programme d'indépendance des dirigeants du PCF ce n'est rien d'autre que la soumission à l'URSS.

Pierre MARCEAU

## Television

SAMEDI 7 OCTOBRE A 18 H SUR A2  
LA COURSE ATOUR DU MONDE

Cette course autour du monde est celle entreprise par des jeunes patronnés par des journaux. Cette année ils seront huit : deux Français, deux Suisses, deux Canadiens, deux Belges. L'émission de ce samedi est la quatrième de la nouvelle série, elle est consacrée aux dernières épreuves éliminatoires avant le départ. On leur demande pour cette dernière épreuve de réaliser une interview-portrait d'un personnage parisien. Nous saurons à l'issue de cette émission qui seront les globe-trotters de la course 1978-1979.

Par la suite, chaque samedi de 18 h à 19 h seront projetés les reportages envoyés par ces jeunes tout au long de leur périple. L'an dernier, nous avons pu voir des documents forts intéressants, par exemple un reportage sur la grève de la faim en Bolivie, le seul document filmé existant sur cet important événement. Certes, les reportages réalisés sont très inégaux, mais il s'agit d'une émission intéressante qui mérite d'être regardée régulièrement.

JEUDI 12 OCTOBRE A 20 h 35 SUR A2  
LES SUICIDES DE 1934

Dans sa série « de mémoire d'homme », Pierre Bellemare propose ce soir une émission sur « L'affaire Prince ». En décembre 1933, le célèbre escroc Stavisky est retrouvé « suicidé ». Au cours de l'enquête sur cette affaire, le conseiller Prince porte de graves accusations contre son supérieur, le procureur Pressard. A la suite d'un coup de téléphone mystérieux, Prince se rend à Dijon, et on le retrouvera écrasé sur une voie de chemin de fer. Crime ou suicide ? Le mystère Prince ne sera jamais éclairci. Ce scandale eut à l'époque un très grand retentissement, l'enquête à laquelle s'est livré Pierre Bellemare et qu'il nous fait partager au cours de cette émission permet d'approcher ces mondes souterrains où se mêlent la politique et l'argent et d'éclairer un peu comment la police et la justice sont utilisées par la bourgeoisie au service de ses intérêts.

VENDREDI 13 OCTOBRE A 20 H 30 SUR FR3  
RHODESIE NO, ZIMBABWE SI

Cette ancienne colonie britannique s'est proclamée indépendante en 1965 sous l'impulsion de ses colons blancs qui ne sont que 270 000, alors que les Noirs sont 6 millions. Le gouvernement de Ian Smith a développé depuis une politique raciste qui exclut en fait toute la population noire de la direction du pays. Les progrès de la lutte armée ont convaincu nombre de colons que mieux valait s'expatrier, mais les fanatiques qui entendent maintenir coûte que coûte leurs privilèges sont toujours là. Jadis très puissante, l'armée de Ian Smith a perdu aujourd'hui sa suprématie et la Rhodesie raciste agonise, le Zimbabwe (nom que les Noirs donnent à leur pays) est en train de naître.

Cette émission sera illustrée par un certain nombre d'interviews, environ une douzaine. Une seule sur ce chiffre concernera un authentique représentant des combattants : Joshua N'Komo, président de la ZAPU (Union du peuple africain). Mais nous ne verrons ni entendrons (sauf surprise de dernière minute) Robert Mugabe, dirigeant de la ZANU (Union nationale africaine) qui regroupe pourtant 90 % des combattants du Zimbabwe. On peut donc craindre que ce magazine d'information consacré au Zimbabwe ne donne une vision très déformée de la réalité. A voir, mais avec un œil critique.



Combattant de la Zanu.

Témoignage

# Etre steward sur un train corail

Dans la voiture-bar, un seul steward corail est employé pendant toute la durée du voyage, ce qui représente sur certaines lignes plus de 10 heures de travail pratiquement ininterrompu. Le steward prend le service trois quarts d'heure avant le départ du train. De la marchandise lui est livrée qu'il est chargé de vérifier puis de vendre.

**TRES PEU DE TEMPS POUR VÉRIFIER**

En général, il dispose pour effectuer cette vérification d'une demi-heure, ce qui est possible mais déjà difficile vu les conditions dans lesquelles lui est livrée la marchandise. (Il ne s'agit pas ici d'incriminer les manutentionnaires qui livrent la marchandise ; leurs conditions de travail sont tellement difficiles qu'ils ne peuvent s'attarder à un rangement minutieux).

En période d'été ou la livraison est plus importante, cette demi-heure est particulièrement courte et donc la vérification pratiquement impossible.

Il existe des cas où le temps de vérification est réduit à 10 minutes !

**LES DÉBITS**

Que ce passe-t-il s'il manque de la marchandise et si le steward n'a pas eu le temps de vérifier ?

C'est à lui de payer ! La somme ainsi due par le steward est appelée dans le jargon du métier : débit.

Les débits peuvent atteindre des sommes de 700 F et tous les mois on trouve un ou plusieurs travailleurs avec des débits.

Notons que si des vols sont commis (en particulier lorsque le train passe la nuit en gare pour nettoyage) et s'il n'y a pas eu effraction ou si le vol ne peut être prouvé, c'est encore au steward de payer.

L'existence même de ces débits est une atteinte à la liberté et au respect du travailleur car il le rend a priori responsable des fautes commises on ne sait où et met la compagnie hors de toute responsabilité. C'est un procédé absolument inadmissible. C'est dans les fins de mois difficiles du travailleur qu'on puise, et non dans les énormes profits réalisés par la compagnie !

**« L'ASSIETTE »**

Si le travailleur proteste, on exerce des pressions dont la légalité est plus que douteuse. Une de ces pressions consiste à ne pas lui payer son « assiette ».

Le steward est tenu de vendre une certaine quantité de marchandises ; au delà de cette quantité, on lui verse 10 % sur le supplément vendu : c'est ce qu'on appelle les « assiettes ». Ainsi, par exemple, dans un train où le steward doit vendre 1 000 F de marchandises, s'il en vend 1 500 F, il aura 10 % de 500 F soit une assiette de 50 F.

Ce système vise bien entendu à augmenter les profits pour le compte de la compagnie, il pousse le travailleur à aller à la limite de ses capacités ce qui est un danger pour sa santé.

« L'assiette » c'est aussi la carotte, une carotte vénéneuse destinée à faire passer la pilule. La pilule c'est, entre autres, le salaire de misère 2 400 F environ par mois et dans quelles conditions de travail !

Le steward part souvent pour plusieurs jours pendant lesquels il est évidemment loin de sa famille. Il peut travailler jusqu'à dix heures consécutives qu'il est obligé de passer dans un petit carré. Seule interruption : une demi-heure pour manger. Sur certains trains, le steward doit prendre son déjeuner à 10 h du matin !

**LES « SECRETS »**

Non contente de lui imposer ce régime draconien, la compagnie traite le barman avec le plus grand mépris. Pour elle c'est un voleur ; aussi elle lui colle derrière lui des « secrets ». Ce sont des policiers vendus à la direction.

Ils surveillent constamment le travailleur, ils l'observent, l'espionnent, sont à l'affût de la faute, puis ils iront fidèlement faire leur rapport à la direction.

Le steward se sentant constamment surveillé est gêné dans son travail.

Ses nerfs sont soumis à rude épreuve et parfois ils peuvent craquer.

Voilà ce que sont les trains corail : derrière une façade de confort, une exploitation accrue visant à un rendement maximum pour remplir les poches de messieurs les capitalistes dirigeant la compagnie.

**SE BATTRE UNIS**

Mais les travailleurs ne se laissent pas toujours faire ; certains se révoltent. Malheureusement, leur révolte est souvent individuelle, non organisée. Cela est dû à leurs conditions de travail, à l'isolement, à l'éparpillement des travailleurs, au système instauré qui vise à dresser les travailleurs les uns contre les autres. Néanmoins, la contestation commence à se développer, les travailleurs prennent conscience de la nécessité de se battre unis. En persistant dans cette voie, ils infligeront à leurs ennemis — secrets ou autres — la correction qu'ils méritent, et un jour, ce sera à la compagnie de payer ses dettes envers les travailleurs.

NDLR : les intertitres sont de la rédaction.



Souvent dix heures d'affilée dans ce coin minuscule.

# Dans la région parisienne, les indemnités-maladie risquent de n'être pas payées

Le 22 septembre, le conseil d'administration de la Caisse primaire centrale d'assurances maladies de la région parisienne (CPCAMRP) s'est réuni pour voter les propositions de budget pour 1979.

D'entrée, le CNPF qui représente la moitié des sièges du conseil a annoncé la couleur :

« La situation financière du régime va imposer aux assurés sociaux des sacrifices douloureux » et le CNPF parle plus loin de « prévisions budgétaires établies avec toute la rigueur qu'exige une saine gestion ».

Et pour mieux préciser les choses,

les représentants du CNPF ont refusé la réalisation de six nouveaux centres de paiement sur la région parisienne. Pour terminer, ils ont dit que ce n'était pas la peine de discuter : « Nous précisons que les limites que nous venons d'indiquer résultent de la politique que nous entendons suivre. Il serait donc vain d'en discuter ».

Pour la première fois depuis de nombreuses années, l'ensemble des organisations syndicales s'est opposé à ces déclarations.

La Caisse primaire centrale est donc sans budget pour 1979 et le ministère a pris la décision de débloquer un bud-

get par douzième. Autrement dit la Caisse primaire centrale peut se trouver en cessation de paiement à chaque jour du mois !

Voilà qui précise bien les attaques de Barre et du patronat contre les avantages acquis par les travailleurs.

Au niveau patronal, après le scandaleux projet d'imposition des indemnités journalières maladie, on parle de plus en plus clairement de la réduction de ces indemnités au plafond forfaitaire de 35 F par jour et de porter le délai de carence de 3 à 7 jours.

Correspondant.

Paris

## Journée d'amitié franco-chinoise

A l'occasion du 29<sup>e</sup> anniversaire de la République populaire de Chine, l'Association des Amitiés franco-chinoises invite à la

**JOURNÉE D'AMITIÉ FRANCO-CHINOISE**  
(Samedi 7 octobre 1978, de 14 h 30 à 23 h  
Mutualité, 24, rue Saint-Victor, 75 005 Paris  
(Métro Maubert-Mutualité)

Au programme :

- FILMS : 15 h documentaires  
17 h Le roi des singes (dessins animés)
- EXPOSITIONS de xylographies, estampages photos
- VENTES de livres, affiches, estampages, timbres, artisanat
- DÉBAT : « Quels changements ? », les campagnes, la culture, les minorités nationales, la politique extérieure, le tourisme (avec films et diapositives)

à 20 h PARTIE ARTISTIQUE ET

TABLE RONDE « La Chine de l'été 1978 »  
avec Régis Bergeron, Claudette Castan, Pierre Jakez Hélias, Alain Lefebvre, Louis Le Penec.

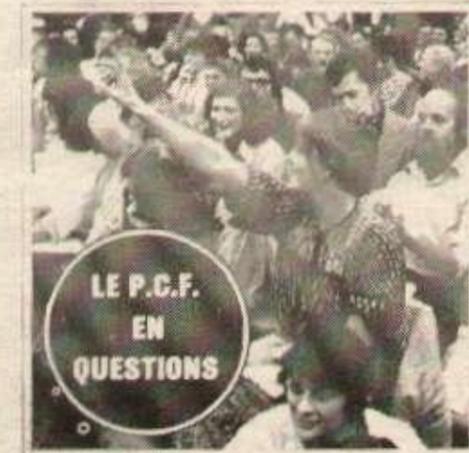
Le dernier numéro de

**«Prolétariat»**

spécial PCF est disponible



programme communiste - échec à son objectif  
L'union est nécessaire - critique des positions d'abandon  
de la C. et la classe



LE P.C.F.  
EN  
QUESTIONS

Prix 14 F  
Passez vos commandes à Prolétariat - BP 320 13213  
Marseille Cedex 1  
CCP - 2130 89 H (Marseille)

A l'occasion de la parution de L'Humanité Rouge en tant qu'organe central du PCML

**Abonnements spéciaux pendant une durée d'un mois**

L'abonnement d'un mois : **15 F francs**

Si le livre « L'URSS et nous » aborde la question de la politique extérieure de l'Union soviétique, il le fait très rapidement, en cinq pages, dans la conclusion de l'ouvrage. Cela n'empêche pas les auteurs, qui se défendaient, dans leur présentation, d'émettre des « jugements définitifs », de prendre clairement position.

À la question « L'URSS est-elle une superpuissance ? Elle qui est, avec les États-Unis, un de "ces deux grands" du monde contemporain, mène-t-elle une politique de grande puissance ? Autrement dit, vise-t-elle à transformer en hégémonie politique la suprématie de fait qu'elle doit à son rôle effectif dans le concert anti-impérialiste ? », les auteurs, après avoir indiqué « franchement, la réponse n'est pas simple », écrivent : « A notre sens, il y aurait deux superpuissances si les deux grands avaient décidé de se partager le monde en fonction d'un marchandage permanent basé sur leur force respective. Ce n'est pas le cas, pour la simple raison que l'Union soviétique, de par sa nature sociale, n'aspire pas à dominer le monde, comme le font les grands empires industriels et bancaires dont l'État américain est l'instrument. »

Les quelques pages qui suivent sont avant tout une défense de la politique extérieure de l'Union soviétique : « Les intérêts d'État existent et doivent être défendus : c'est la responsabilité d'un parti dirigeant devant son peuple. Il est également de l'intérêt des partis révolutionnaires et des mouvements de libération nationale que l'État soviétique soit fort — L'économie soviétique peut assurer à l'URSS la parité des armements. Le coût matériel et social est élevé, mais le résultat politique est incalculable. L'impérialisme ne peut plus dicter partout sa loi par la force. De ce point de vue, la paix n'est pas maintenue, comme le prétend la propagande réactionnaire, par l'équilibre de la terreur, mais par l'aptitude du monde socialiste à opposer aux armements « occidentaux » une riposte à leur mesure — l'aide soviétique à la résistance nationale des peuples comme celui du Vietnam, aux luttes d'émancipation de peuples esclaves et aux efforts de développement de pays du tiers monde a été et reste un facteur du progrès à notre époque. » Les auteurs vont même jusqu'à attaquer une nouvelle fois la Chine en parlant de « ses entreprises hégémoniques ».

Cependant, les auteurs ne peuvent nier certains aspects de la politique extérieure de l'URSS : « Il arrive que l'appui soviétique doive aller à des pays dont les gouvernements répriment les mouvements révolutionnaires — On peut citer l'imbroglio de la corne de l'Afrique, où l'orientation de jeunes et fragiles mouvements de libération nationale et sociale interfère avec des préoccupations de stratégie générale dont personne ne peut faire abstraction. » Parlant du Comecon, les auteurs, après avoir porté un jugement très positif sur la « division du travail » et le « processus d'intégration » qui s'y développe, ajoutent : « La solution des problèmes peut aussi être recherchée dans des pressions de caractère hégémonique du partenaire le plus fort. » Et de conclure : « Ainsi, tant dans l'ensemble des relations internationales que dans les rapports internes de la communauté socialiste, il est malheureusement clair que la nature socialiste de l'URSS ne la garantit pas par elle-même des tentations d'une politique de grande puissance. »

En fait, l'argumentation générale des auteurs de « L'URSS et nous », pour réfuter le fait que l'Union soviétique soit une superpuissance impérialiste,

# L'URSS est-elle socialiste ? (4)

Si le capitalisme a été rétabli en Union soviétique, il faut s'interroger également sur la « politique extérieure » des nouveaux maîtres de l'État et, en particulier, sur leurs paroles d'« amis des peuples », de « détente », etc.

## L'URSS est-elle une superpuissance impérialiste ?



Panneau de propagande à Prague : la construction du métro de Prague, réalisation soviéto-tchécoslovaque. Quand l'exportation des capitaux se cache sous le nom d'aide mutuelle (Photo HR).



Le peuple de Somalie manifeste son opposition à la politique impérialiste de l'URSS dans son pays.

tient en une phrase : « L'URSS est socialiste ». Mais, on l'a vu, ceci repose sur un a-priori et non sur une analyse concrète de la situation. La politique étrangère pratiquée par l'Union soviétique est la conséquence inévitable du rétablissement du capitalisme. Dans « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », Lénine écrivait : « Si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison

de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices. »

C'est précisément la position dominante occupée par le capitalisme monopoliste d'État dans l'économie soviétique, ainsi que la nature bourgeoise monopoliste du pouvoir d'État, qui détermine la voie inéluctablement suivie par le pouvoir so-

viétique : à l'intérieur exploitation et oppression de la classe ouvrière et des masses laborieuses ; à l'extérieur mise en œuvre d'une politique d'agression, d'expansion pour étendre son hégémonie sur le monde, une politique impérialiste, « social-impérialiste » (socialiste en paroles, impérialiste dans les faits).

Les dirigeants soviétiques se vantent à longueur de temps de leur « aide » qu'ils préten-

dent « désintéressée », donnée dans un esprit « d'internationalisme prolétarien » aux pays « frères » ou visant à « aider les pays du tiers monde à développer leur économie nationale ». En réalité, cette « aide » n'est rien d'autre qu'une exportation de capitaux impérialistes, une exploitation et un pillage des pays « aidés », une tentative de s'emparer des leviers de commande économiques et politiques de ces nations.

Plus de la moitié de cette « aide » va aux pays de l'Europe de l'Est, rassemblés dans le Comecon, environ 20 % aux pays du Moyen-Orient et une part à peu près équivalente aux pays du Sud-Est asiatique.

Dans l'« aide » accordée par les dirigeants soviétiques au cours des dernières années, on note une nette tendance à l'accroissement de l'« aide militaire » au détriment de l'« aide économique ». Ainsi, l'« aide soviétique » aux pays du Moyen-Orient consiste presque entièrement en « aide militaire ». Mais, en fait, il s'agit de profiter de la situation dans laquelle peuvent se trouver certains pays afin de leur soutenir le maximum d'avantages et de privilèges : tout pays acceptant l'« aide militaire » soviétique est tenu d'acheter leurs armes à haut prix, en les payant le plus souvent comptant. Ensuite, les dirigeants de l'URSS ne se privent pas de se servir de la fourniture de pièces de rechange pour exercer des pressions politiques. Aujourd'hui, l'URSS a dépassé les États-Unis comme premier marchand d'armes du monde.

Plus généralement, le social-impérialisme soviétique, à chaque fois qu'il fournit une « aide » se livre à l'exploitation de plusieurs manières. D'une part, il perçoit des intérêts sur les prêts qu'il effectue. Par ailleurs, la quasi-totalité de l'« aide » au tiers monde doit être consacrée à l'achat de matières techniques vétustes de l'URSS.

Les pays bénéficiaires doivent payer leurs dettes, capital et intérêts, avec les matières premières et les produits des entreprises construites avec cette « aide », mais à des prix fixés en-dessous des tarifs internationaux.

Comme l'écart de prix entre produits manufacturés et matières premières sur le marché international, dominé par le capitalisme monopoliste international, fait que les échanges sont réalisés dans des conditions d'inégalité, cet écart est aggravé par ces prix encore inférieurs aux tarifs internationaux. Si donc, les dirigeants soviétiques se vantent des bas taux d'intérêt de leurs crédits, ils font plus que les compenser !

Par ailleurs, les experts envoyés par l'Union soviétique dans les pays « bénéficiaires de l'aide » doivent être grassement rémunérés. C'est souvent 20 % de l'aide qui sont ainsi engloutis par ces dépenses.

Toutes ces mesures permettent à l'Union soviétique d'empêcher de substantiels bénéfices. Qu'on en juge par ce que disait récemment un fonctionnaire soviétique, chargé de l'« aide étrangère » dans la Pravda : « L'augmentation annuelle des revenus en devises provenant du paiement de leurs dettes par les pays en voie de développement contribue de manière considérable à l'équilibre des paiements pour l'Union soviétique. »

L'on pourrait multiplier les exemples et les faits : l'« aide » soviétique, dont les dirigeants de l'URSS se vantent tant, n'est rien d'autre qu'une exportation de capitaux de type impérialiste.

Pierre BAUBY

Demain : Division internationale du travail et intégration économique. Une lutte acharnée pour l'hégémonie mondiale.